

Marché du travail : Moins de chômage ne veut pas toujours dire plus d'emplois

Mensuel économique de novembre 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Au Québec, la diminution du chômage dans plusieurs régions ne s'est pas traduite par une hausse du taux d'emploi, le recul de la participation au marché du travail ayant contrebalancé cette amélioration. Ces dynamiques mettent en lumière l'importance des transformations démographiques et de l'évolution de la population active pour comprendre les enjeux régionaux de disponibilité de la main-d'œuvre.

Le mois dernier, la Banque du Canada a relevé son taux directeur à 2,5 % (+0,25 pdb), en raison des risques de persistance et de diffusion de l'inflation.

En novembre, l'inflation canadienne demeure toutefois relativement contenue à 3,1 % (2,0 % hors énergie), les pressions sur les prix demeurent pour l'instant concentrées dans certaines composantes, sans signe de généralisation des hausses liées à l'énergie.



Alexandra Lareau
Conseillère expérimentée et économiste
alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Une baisse du chômage signifie-t-elle plus de personnes en emploi?

Le **taux d'emploi** mesure la proportion de la population en âge de travailler qui occupe un emploi, et son évolution **dépend de deux éléments** :

- Le **taux d'activité**, qui mesure la participation au marché du travail
- Le **taux de chômage**, qui représente la proportion des personnes actives sans emploi et à la recherche d'un travail

Une progression du taux d'emploi peut résulter d'une hausse de l'activité, d'une diminution du chômage ou des deux. Lorsque ces facteurs évoluent en sens opposé, leurs effets peuvent se compenser. **Ainsi, une baisse du chômage ne se traduit pas nécessairement pas une hausse du nombre de personnes en emploi.**

Des dynamiques régionales contrastées

Entre 2025 et 2026, **malgré une diminution du chômage dans plusieurs régions du Québec, le recul du taux d'activité a freiné la progression du taux d'emploi**, voire entraîné sa diminution dans certaines régions.

Les trajectoires demeurent toutefois contrastées. Dans la **Capitale-Nationale et en Abitibi-Témiscamingue, la progression du taux d'emploi repose principalement sur une hausse de l'activité**, témoignant d'une participation accrue au marché du travail. À l'inverse, en **Mauricie et dans Lanaudière, la diminution du chômage ne suffit pas à compenser le recul de l'activité**. Le taux d'emploi diminue donc malgré une amélioration du chômage, une situation qui peut survenir lorsque des personnes quittent le marché du travail.

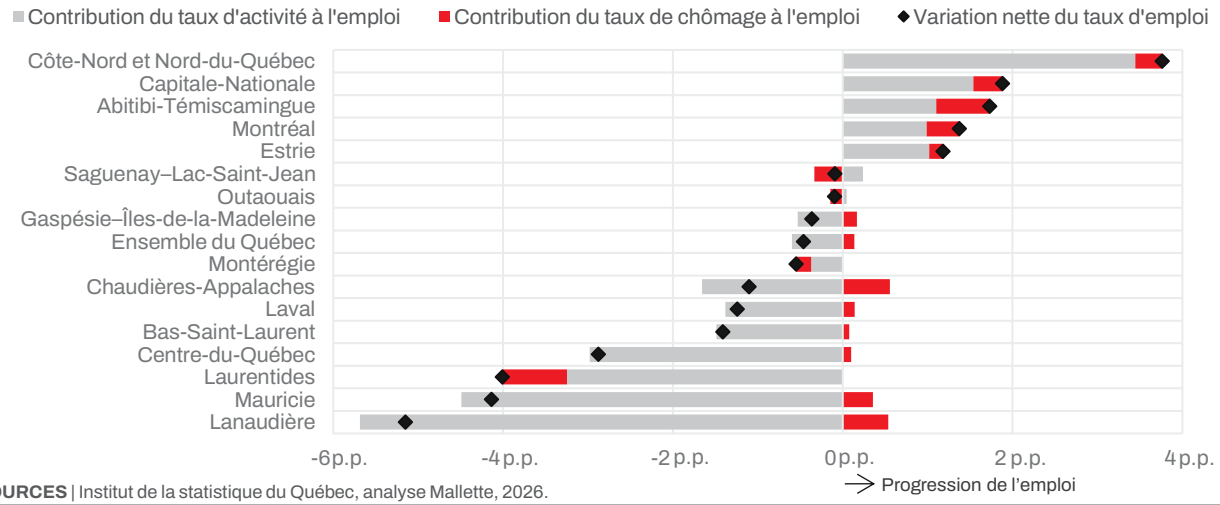
Des enseignements pour les organisations et le développement des territoires

Ces résultats rappellent qu'une baisse du chômage ne constitue pas, à elle seule, un signe d'amélioration du marché du travail, et soulignent l'importance de regarder au-delà de cet indicateur pour comprendre les réalités territoriales.

Les **mouvements de participation au marché du travail** peuvent notamment refléter des transformations démographiques, liées au vieillissement, aux départs à la retraite ou aux migrations. Comprendre ces dynamiques devient ainsi un levier essentiel afin d'**anticiper les besoins et d'adapter les stratégies** d'attraction, de rétention et de mobilisation des travailleurs.

Variation du taux d'emploi entre 2025 et 2026

Régions administratives, moyenne des 12 derniers mois (novembre à octobre)



SOURCES | Institut de la statistique du Québec, analyse Mallette, 2026.

Inflation

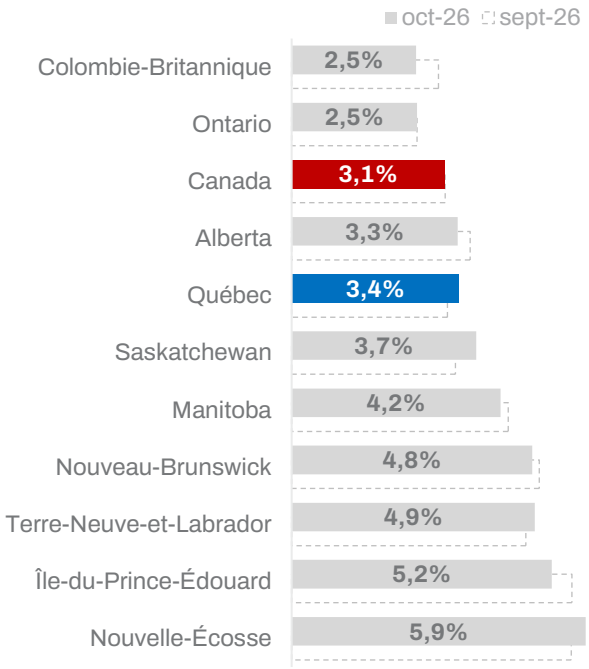
Inflation canadienne

En octobre 2026, **l'inflation au Canada s'est maintenue à 3,1 %**, demeurant stable par rapport au mois précédent. **À l'échelle provinciale, l'évolution de l'inflation reste relativement stable, malgré des variations contrastées d'une province à l'autre**. Alors que cinq provinces affichent des baisses et quatre ont enregistré des hausses, l'Ontario demeure stable.

- La **Colombie-Britannique** enregistre un recul marqué de 0,5 p.p., atteignant 2,5 %, soit la plus forte baisse au pays
- La **Saskatchewan** connaît l'accélération la plus marquée au pays (+ 0,4 p.p.)
- La **Nouvelle-Écosse** affiche la deuxième plus grande augmentation mensuelle de l'inflation, soit 0,3 p.p., et présente le taux le plus élevé au pays, à 5,9 %

Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, octobre 2025 à octobre 2026, %



Inflation québécoise

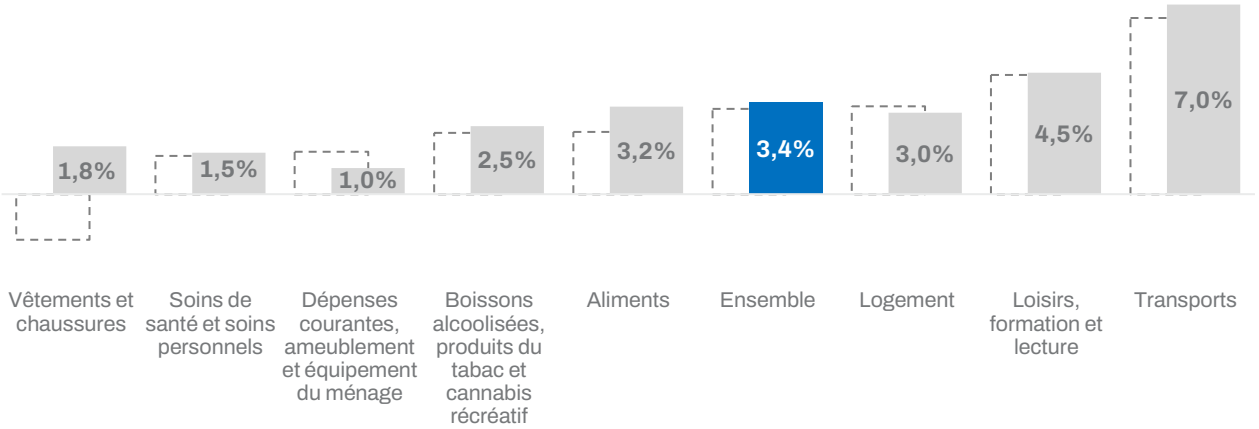
En octobre 2026, **l'inflation au Québec s'est posée à 3,4 %, en hausse de 0,2 p.p.**, plaçant le Québec légèrement au-dessus de la moyenne canadienne.

Cette légère augmentation s'observe dans six des huit grandes composantes. Les **vêtements et chaussures** affichent la plus forte progression (+3,4 p.p.), devant les aliments (+0,9 p.p.) et les transports (+0,5 p.p.). À l'opposé, les dépenses courantes, enregistrent les baisses les plus marquées (-0,6 p.p.).

La hausse de l'inflation dans les **transports** a notamment été alimentée par **l'essence**, dont **le taux est passé de 22,8 % à 25,7 %**.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, octobre 2025 à octobre 2026, %



MALLETTE

Taux de chômage

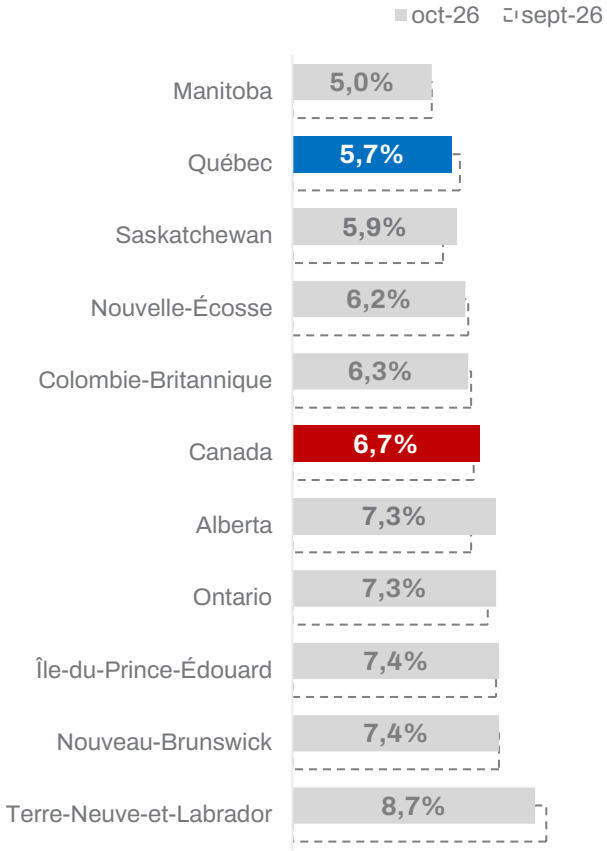
En octobre, le **taux de chômage au Canada s'est établi à 6,7 %, en hausse de 0,2 p.p.**, tandis que le taux d'activité est demeuré stable à 64,8 %.

À l'échelle provinciale, l'évolution du marché du travail demeure contrastée : quatre provinces ont enregistré une diminution de leur taux de chômage, quatre ont affiché une hausse et deux sont demeurées stables.

- Au **Québec**, le taux de chômage a reculé de 0,3 p.p. pour atteindre **5,7 %**, plaçant la province au deuxième rang des taux les plus faibles au pays, derrière le Manitoba (5,0 %)
- À l'inverse, l'**Alberta** a enregistré la hausse la plus marquée, soit 0,9 p.p., portant son taux de chômage à 7,3 %. Cette augmentation s'accompagne d'un léger recul du taux d'activité, qui s'établit à 68,8 % (-0,1 p.p.)
- **Terre-Neuve-et-Labrador** est la province qui affiche le taux de chômage le plus élevé au pays (8,7 %), bien qu'elle ait enregistré une diminution par rapport au mois précédent

Taux de chômage par province

Octobre 2026, %





MALLETTE

Marchés financiers

Après plusieurs mois marqués par l'enthousiasme entourant l'intelligence artificielle (IA), les titres technologiques ont connu un **important regain de volatilité** en octobre. Cette baisse ne remet toutefois pas nécessairement en question les perspectives à long terme du secteur. Elle **reflète surtout le niveau élevé des attentes** après la forte progression de plusieurs entreprises liées à l'IA.

Lorsque les valorisations sont élevées, **de bons résultats ne suffisent plus toujours**, car les investisseurs s'attendent à des résultats exceptionnels. Le moindre doute quant à la croissance future, aux investissements massifs nécessaires au développement de l'IA ou à leur capacité à générer des profits peut alors entraîner d'importants mouvements boursiers.

Cette volatilité rappelle également l'importance de la diversification. Alors que les grandes entreprises technologiques ont représenté une part importante des gains des dernières années, d'autres secteurs et régions peuvent prendre le relais lorsque les investisseurs deviennent plus prudents. Pour les investisseurs à long terme, les corrections font partie du parcours et permettent aux marchés de réévaluer des attentes parfois devenues particulièrement optimistes.

Marchés financiers au 31 octobre 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	2,8 %	16,5 %	22,2 %	14,3 %	12,8 %
S&P 500	- 0,9 %	11,8 %	12,1 %	12,1 %	15,4 %
NASDAQ 100	- 6,7 %	12,4 %	9,8 %	12,4 %	19,4 %
MSCI – EAFE	- 2,4 %	11,5 %	13,1 %	11,2 %	9,7 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	1,5 %	0,7 %	- 0,3 %	0,8 %	1,5 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Prix du baril
Brent, octobre 2026

132,93 USD

+ 86,1 % *Par rapport à janvier 2026*
+ 8,6 % *Par rapport à septembre 2026*

Taux directeur
Octobre 2026

2,50 %

+ 0,25 % *Par rapport à septembre 2026*

Taux de change
Octobre 2026

1,41 CAD/USD

+ 2,6 % *Par rapport à janvier 2026*
+ 1,2 % *Par rapport à septembre 2026*
(dépréciation)

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, analyse Mallette, 2026.